



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**

Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/11  
5 novembre 2013

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Soixante et onzième réunion  
Montréal, 2 – 6 décembre 2013

**PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI POUR LA PÉRIODE 2014-2016**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le présent document fournit un résumé des activités prévues par l'ONUDI pour éliminer les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO) durant la période 2014-2016. Il contient aussi les indicateurs d'efficacité du plan d'activités de l'ONUDI et des recommandations soumises au Comité exécutif pour examen. Le texte détaillé du plan d'activités de l'ONUDI pour la période 2014-2016 est joint au présent document.

2. Le tableau 1 présente, par année, la valeur des activités inscrites dans le plan d'activités de l'ONUDI selon les catégories "requis pour la conformité" et "non requis pour la conformité".

Tableau 1

### RÉPARTITION DES RESSOURCES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI, TEL QUE SOUMIS AU COMITÉ EXÉCUTIF (2014-2016) (000 \$US)

Activités	2014	2015	2016	Total (2014-2016)	Total (2017-2020)	Total après 2020
<b>Requis pour la conformité</b>						
Accords pluriannuels approuvés (APA)	25 291	27 065	8 734	61 089	7 718	
PGEH phase I	1 986	1 497	233	3 716	64	
PGEH phase I – financement supplémentaire	2 188	1 213	1 977	5 378	0	
Préparation de PGEH - phase II	2 194	1 302	48	3 544	1 208	
PGEH phase II	7 101	25 989	80 642	113 732	280 602	
Élimination du bromure de méthyle	1 162	0	0	1 162	0	
<b>Activités de coûts usuels</b>						
Unité de base	2 027	2 041	2 055	6 122	8 365	
Renforcement des institutions	637	1 318	637	2 592	3 911	
<b>Total</b>	<b>42 585</b>	<b>60 425</b>	<b>94 327</b>	<b>197 337</b>	<b>301 868</b>	<b>0</b>

#### Activités requises pour la conformité

##### Accords pluriannuels

3. Les accords pluriannuels approuvés totalisent 61,1 millions \$US, dont 58,8 millions \$US pour les activités de phase I des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), 325 448 \$US pour des activités concernant le bromure de méthyle et 1,9 millions \$US pour des activités de production du bromure de méthyle. La valeur de ces activités pour la période 2017-2020 atteindra 7,7 millions \$US.

##### Phase I des PGEH

4. Il reste trois pays (République populaire démocratique de Corée, Libye et Tunisie) dont la phase I des PGEH n'a pas encore été approuvée. Le plan d'activités prévoit 3,8 millions \$US, dont 3,7 millions \$US pour la période 2014-2016. Les activités en République populaire démocratique de Corée n'ont pas été incluses en 2014 en raison de problèmes concernant les projets et reliés aux sanctions des Nations Unies, tandis des activités sont inscrites dans le plan d'activités de 2014 pour la Libye et la Tunisie.

5. Le plan d'activités de l'ONUDI contient des projets additionnels, en dehors de la phase I des PGEH, pour trois pays (Bahreïn, Mexique et Uruguay), au montant de 5,4 millions \$IS pour la période 2014-2016. Ces demandes correspondent à différentes décisions du Comité exécutif qui a autorisé ces pays à soumettre des projets additionnels pendant la mise en œuvre de la phase I.

#### Préparation de projet pour la phase 2 des PGEH

6. Le montant total du financement pour la préparation de projet durant la phase 2 des PGEH<sup>1</sup> atteint 4,75 millions \$US, incluant 3,5 millions \$US pour la période 2014-2016.<sup>2</sup>

#### Phase II des PGEH dans les pays à faible volume de consommation (PFV)

7. Le financement des projets pour le secteur de l'entretien à base de HCFC dans les PFV, en vue de la réduction de 35 pour cent, totalise 196 200 \$US (incluant 109 000 \$US pour la période 2014-2016).

8. Le plan d'activités de l'ONUDI contient des activités pour la phase II des PGEH dans les PFV qui ont déjà reçu des projets approuvés en vue de la réduction de 35 pour cent, qui totalisent 4,3 millions \$US (aucune demande pour la période 2014-2016). L'ONUDI a inclus du financement pour les pays qui avaient déjà reçu du financement pour réaliser la réduction de 35 pour cent de la valeur de référence.

#### Phase II des PGEH dans les autres pays

9. Le financement de la phase II des PGEH dans les autres pays totalise 389,8 millions \$US pour l'élimination totale 3 198 tonnes PAO de HCFC (incluant 113,6 millions \$US pour l'élimination totale de 1 046 tonnes PAO pour la période 2014-2016). Le tableau 2 indique la répartition sectorielle.

Tableau 2 :

#### **PHASE II DES PGEH PAR SECTEUR (000 \$US)**

<b>Secteur</b>	<b>Total (2014-2016)</b>	<b>Total (2017-2020)</b>	<b>Total</b>	<b>Pourcentage du total</b>
Mousse de polystyrène extrudé (XPS)	23 950	71 851	95 801	24,6%
Mousse rigide	19 205	4 752	23 957	6,1%
Réfrigération, climatisation	38 520	114 478	152 998	39,2%
Réfrigération (fabrication, commerciale, industrielle)	15 388	45 271	60 659	15,6%
Entretien dans la réfrigération	12 098	39 839	51 937	13,3%
Transport et assemblage dans la réfrigération	4 462	0	4 462	1,1%
<b>Total</b>	<b>113 623</b>	<b>276 191</b>	<b>389 814</b>	<b>100,0%</b>

<sup>1</sup> La préparation de projet pourrait être financée pour les activités de la phase II et incluse dans les plans d'activités de 2012-2014 avant l'achèvement de la phase I (décision 63/5f)i).

<sup>2</sup> Les lignes directrices de la préparation de projet pour la phase I des PGEH qui ont été appliquées aux demandes de préparation de la phase II s'appuyaient sur la consommation de HCFC en 2007. Elles n'ont pas été mises à jour pour remplacer la consommation de HCFC de 2007 par les valeurs de référence établies pour les HCFC.

### Bromure de méthyle

10. Le plan d'activités de l'ONUDI inclut 1,16 millions \$US pour des projets sur le bromure de méthyle dans trois pays (Algérie, Soudan et Tunisie) en 2014. Ces projets viseront l'élimination finale du bromure de méthyle, avec des activités pour les dattes à teneur en humidité élevée puisque des solutions de remplacement sont maintenant disponibles.

### **Activités de coûts usuels**

11. Les coûts de base devraient conserver les taux d'augmentation convenus jusqu'à présent.

12. Pour les activités de renforcement des institutions (RI), 6,5 millions \$US sont inclus dans le plan d'activités dont 2,6 millions \$US pour la période 2014-2016.<sup>3</sup> Les niveaux de financement pour le RI ont été convenus jusqu'en 2015.<sup>4</sup> Le niveau de financement du RI pour la période 2017-2020 s'élève à 3,9 millions \$US.

### **Ajustements d'après des décisions existantes du Comité exécutif sur des plans d'activités, tel que soumis**

13. Conformément aux décisions pertinentes du Comité exécutif, le Secrétariat a proposé d'apporter les ajustements suivants au plan d'activités de l'ONUDI pour la période 2014-2016 :

- a) Ramener les niveaux de financement prévus pour des activités additionnelles dans la phase I des PGEH pour le secteur de l'assemblage dans la réfrigération au seuil maximal autorisé de 4,50 \$US/kg, soit une réduction de 1 632 \$US pour la période 2014-2016 ;
- b) Réduire le niveau de financement de la préparation de projet pour la phase II des PGEH, conformément aux décisions 55/13 et 55/16, de 133 210 \$US pour la période 2014-2020 (incluant 86 503 \$US pour la période 2014-2016) ;
- c) Ramener les niveaux de financement prévus pour les PFV à la valeur maximale autorisée<sup>5</sup> pour parvenir à la réduction de 35 pour cent de la valeur de référence pour les HCFC, soit une réduction de 130 415 \$US pour la période 2014-2020 (incluant 72 453 \$US pour la période 2014-2016); et
- d) Ajuster les projets pour le secteur de l'entretien dans la réfrigération dans les autres pays avec un ratio coût-efficacité supérieur au seuil pertinent de 4,50 \$US/kg, ce qui entraînera une réduction de 329 688 \$US pour la période 2014-2020 (aucun ajustement pour la période 2014-2016).

14. Le tableau 3 présente les résultats des ajustements proposés par le Secrétariat pour le plan d'activités de l'ONUDI pour la période 2014-2016.

---

<sup>3</sup> Conformément à la décision 63/5b), les niveaux actuels de financement pour le renforcement des institutions aux fins de planification des activités sont maintenus jusqu'en 2020, en l'absence d'une décision sur ces niveaux.

<sup>4</sup> Selon la décision 61/43b).

<sup>5</sup> Selon la décision 60/44f)xii.

Tableau 3

**RÉPARTITION DES RESSOURCES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DE L'ONUDI, TEL QUE  
MODIFIÉ PAR DES DÉCISIONS EXISTANTES DU COMITÉ EXÉCUTIF  
(2014-2016) (000 \$US)**

Activités	2014	2015	2016	Total (2014-2016)	Total (2017-2020)	Total après 2020
<b>Requises pour la conformité</b>						
Accords pluriannuels approuvés (APA)	25 291	27 065	8 734	61 089	7 718	
PGEH phase I	1 986	1 497	233	3 716	64	
PGEH phase I – financement supplémentaire	2 188	1 211	1 977	5 376	0	
PGEH phase II	7 101	25 989	80 569	113 660	280 215	
Préparation de PGEH - phase II	2 121	1 288	48	3 458	1 161	
Élimination du bromure de méthyle	1 162	0	0	1 162	0	
<b>Activités de coûts usuels</b>						
Unité de base	2 027	2 041	2 055	6 122	8 365	
Renforcement des institutions	637	1 318	637	2 592	3 911	
<b>Total</b>	<b>42 513</b>	<b>60 409</b>	<b>94 254</b>	<b>197 176</b>	<b>301 434</b>	<b>0</b>

### Indicateurs d'efficacité

15. Le tableau 4 présente un résumé des indicateurs d'efficacité de l'ONUDI selon les décisions 41/93, 47/51 et 49/4d).

Tableau 4

### INDICATEURS D'EFFICACITÉ

Éléments	Objectifs 2014
Nombre de programmes annuels d'accords pluriannuels approuvés, par rapport au nombre prévu (nouveaux programmes plus tranches des APA en cours)	17
Nombre de projets/d'activités individuels (projets d'investissement et de démonstration, assistance technique, renforcement des institutions) approuvés, par rapport au nombre prévu	7
Activités-repères achevées/niveaux de SAO atteints pour les tranches annuelles d'APA approuvés, par rapport au nombre prévu	14
Élimination de SAO par des projets individuels, par rapport au nombre prévu dans les rapports périodiques	190,7
Achèvement de projets (conformément à la décision 28/2 pour les projets d'investissement) et selon la définition pour les projets ne portant pas sur des investissements, par rapport au nombre prévu dans les rapports périodiques	11
Nombre d'activités d'assistance en matière de politique/réglementaire achevées, par rapport au nombre prévu	N/A
Rapidité d'achèvement du volet financier, par rapport aux dates d'achèvement prévues dans les rapports périodiques	12 mois après l'achèvement des opérations
Remise des rapports d'achèvement de projet dans les délais prévus, par rapport au nombre convenu	A temps
Remise des rapports périodiques et des réponses dans les délais prévus, sauf stipulation contraire	A temps

## Questions d'orientation

16. L'ONUDI a soulevé une question d'orientation dans le texte de son plan d'activités, à savoir, la nécessité des projets de démonstration sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle pour les applications sanitaires et préalables à l'expédition dans sept pays sélectionnés. Puisque le bromure de méthyle pour ces applications n'est pas une substance réglementée, le Secrétariat du Fonds a demandé à l'ONUDI de retirer ces projets de démonstration de son plan d'activités. Toutefois, l'ONUDI a présenté plusieurs arguments en faveur du financement d'un nombre limité de projets de démonstration, notamment, le fait que cette consommation dépasse celle des utilisations réglementées; qu'il existe des solutions de remplacement qui pourraient être démontrées et que les pays en développement interdisent l'importation de certaines utilisations pour ces applications. L'ONUDI a indiqué qu'elle avait déjà financé à partir de son budget régulier, un projet préparatoire d'assistance d'un an pour élaborer un programme sur les solutions existantes de remplacement du bromure de méthyle dans les applications sanitaires et préalables à l'expédition. Le Comité exécutif pourrait envisager si le financement de projets de démonstration sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle pour les applications sanitaires et préalables à l'expédition pourrait être ajouté au plan d'activités de l'ONUDI.

## Pays pour lesquels aucun PGEH n'a été inclus dans les plans d'activités

17. L'ONUDI a fourni les raisons pour lesquelles il n'y avait pas d'activités de phase II pour le Botswana, la République populaire démocratique de Corée, la Libye, la Mauritanie et la République arabe syrienne, à savoir l'absence d'approbation pour la phase I et l'incertitude quant à la date et au contenu de ces approbations. Aucune activité de phase II n'a été incluse pour le Kenya en dépit d'une approbation pour la phase I.

## RECOMMANDATIONS

18. Le Comité exécutif pourrait envisager :

- a) Prendre note du plan d'activités de l'ONUDI pour 2014-2016, tel que contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/11;
- b) Approuver les indicateurs d'efficacité pour l'ONUDI, tels qu'énoncés au tableau 4, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/11;
- c) Examiner si le financement des projets de démonstration sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle pour les applications sanitaires et préalables à l'expédition pourrait être ajouté aux postes du plan d'activités de l'ONUDI dans le plan d'activités global de 2014-2016.

-----

**UNIDO  
BUSINESS PLAN 2014**



UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

## EXECUTIVE SUMMARY

The 2014 Business Plan of UNIDO together with the forecast for 2015 and 2016 represents the Rolling Business Plan of Montreal Protocol activities of the Organization. Funding estimates up to 2020 have also been provided. This provides useful information for Executive Committee members for the funding needs to reach the 2015 and 2020 control measures for HCFCs.

UNIDO's Business Plan was prepared based on the previous rolling business plan, taking into consideration the approvals and experience of previous years, the requests received from Article 5 countries, priorities established and the decisions taken by the Executive Committee, in particular Decision 60/44 and 60/5. It also reflects the discussions held in Montreal during the Inter-Agency Coordination Meeting on 24-25 September 2013. It is also largely inspired from the historical decision of the 19<sup>th</sup> Meeting of the Parties agreeing on the acceleration of the phase-out of HCFCs, and the relevant ExCom decisions on HPMPs and HCFC investment and demonstration projects. The countries' needs have been calculated based on approved HPMPs and based on reported HCFC Baseline consumption.

In 2014, UNIDO will submit for approval by the Executive Committee forward commitments amounting to USD 25.3 million. New activities are focusing mainly on HCFC phase-out and renewal of institutional strengthening projects with a total value of USD 13.3 million (including Core Unit Funding). In addition, USD 2.2 million is earmarked for the preparation of Stage II HPMPs in 2014. As listed in the business plan, about 86 % (US\$ 36.5 million) of UNIDO's 2014 Business Plan is focusing on the phase out of HCFCs.

Decision 67/15 has maintained the administrative cost regime with the following modifications for the 2012-2014 triennium: For new projects with a value over USD 250,000 as well as for institutional strengthening and project preparation activities approved at the 67<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee and after are subject to 7% agency fee. Support cost for Agreements made before the 67<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee remained valid. Furthermore, for Core Unit Funding an annual increase of maximum 0.7% is allowed for the current triennium. For this reason and in line with the Fund Secretariat's recommendation, Core Unit Costs for the years 2013-2020 have been budgeted based on a maximum 0.7 % increase. Thus, **USD 2,026,529** has been allocated for the Core Unit for the year 2014.

The total amount foreseen in UNIDO's 2014 Business Plan, including forward commitments, new investment, non-investment activities, project preparation and funding of core unit is **USD 42.594 million** including support costs and with an impact of **670 ODP** tonnes.

USD 60.425 million worth of projects are earmarked for 2015 with an impact of 766 ODP tonnes, while for 2016 USD 94.327 million with an impact of 845 tonnes of ODP tonnes are forecasted.



## **A. MULTILATERAL FUND TARGETS**

### **1. CONTEXT**

UNIDO prepared its business plan for 2012 to 2014 based on ExCom decision 54/39, 60/5, 60/11, 60/44, 61/5 and 62/5 as well as the Government requests received from Article 5 countries. An inter-agency coordination meeting was held on 24-25 September in Montreal, Canada. Considering the draft business plans submitted by all implementing and bilateral agencies and the compliance-oriented model, the Secretariat identified the countries that are in need of assistance in order to comply with the various phase-out schedules, for which no activities were included in the business plans of implementing agencies and pointed out cases where a duplication of activities occurred among the various implementing agencies. Furthermore, during the coordination meeting, agencies were requested to include project preparation funding for Stage II HPMPs for all countries as well as funding estimates for potential Stage II activities.

The countries' needs have been calculated for most countries based on the actual HCFC baseline data as well as based on approved HPMP Agreements.

The Business Plan is also largely inspired from the historical decision of the 19<sup>th</sup> Meeting of the Parties agreeing on the acceleration of the phase-out of HCFCs, and the relevant ExCom decisions on HPMPs and HCFC investment and demonstration projects.

Activities related to production sector phase-out activities for Mexico and Venezuela were part of UNIDO's draft 2013 business plan, however, agencies were requested by The Fund Secretariat to remove HCFC production phase-out activities for swing plants, which are currently not eligible. For this reason, these activities have been excluded from UNIDO's 2014 Business Plan. It is to be highlighted that those few countries with HCFC production facilities may face difficulties in case no assistance is given to them for the production sector phase-out and a delayed decision on the subject can hinder synchronized production/consumption phase-out.

## **2. RESOURCE ALLOCATION**

In 2014, UNIDO is planning to submit US\$ 42.594 million worth of projects, the majority of which is focused on phase-out of HCFCs.

HCFC phase-out activities form large part of UNIDO's 2014 Business Plan. Most HPMPs for non-LVCs include investment projects for the conversion of manufacturing enterprises to HCFC-free alternatives taking into consideration new technological developments to ensure sustainable conversion of HCFC-based manufacturing enterprises.

In line with the discussions held during the inter-agency coordination meeting in Montreal (late September 2013), funding requests for the preparation of Stage II HPMPs as well as funding estimates for Stage II HPMPs have been included in the 2014-2020 business plan. In general, it is estimated the project preparation funding should be approved 2 years before the last tranche of Stage I. However, there are exceptions, in particular in non-LVC countries with extended commitments, whereby no funding is scheduled between 2015 and 2017 or 2018. In such cases, project preparation is required 1 or 2 years before the penultimate tranche of Stage I. UNIDO made careful consideration of each country to ensure smooth implementation, without interruptions between Stage I and Stage II activities.

UNIDO will continue to provide assistance to countries to completely phase-out methyl bromide by 1 January 2015.

Furthermore, renewal of institutional strengthening projects form part of UNIDO's 2014-2016 Business Plan.

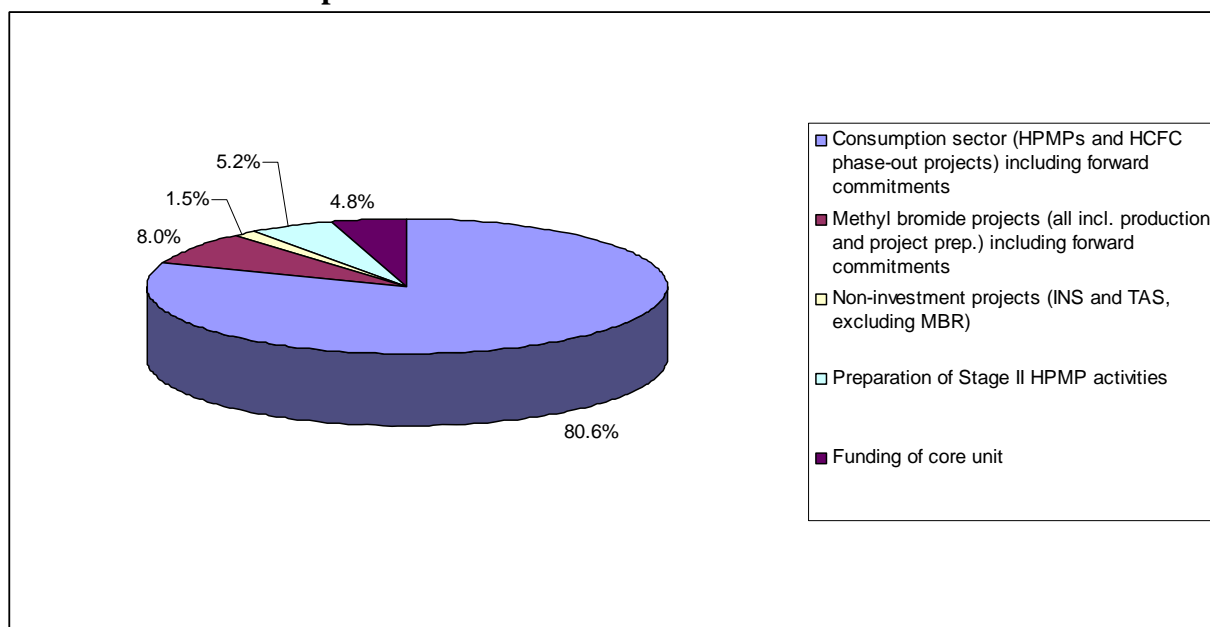
The total budget for 2014 for the above activities is US\$ 40,567,900 plus US\$ 2,026,529 core unit funding for UNIDO. Table 1 below summarizes the resource allocation of UNIDO's 2014 Business Plan.

**Table 1. Resource allocation**

Pos.	Type/sector	USD (incl. support cost)	Share of Business Plan allocation (%)
(a)	Consumption sector (HPMPs and HCFC phase-out projects) including forward commitments	34,316,300	80.5
(b)	Methyl bromide projects (all incl. production and project prep.) including forward commitments	3,411,500	8.0
(c)	Non-investment projects (INS and TAS, excluding MBR)	637,000	1.49
(d)	Preparation of Stage II HPMP activities	2,203,000	5.17
(e)	Funding of core unit	2,026,529	4.75
	<b>Total</b>	<b>42,594,329</b>	<b>100%</b>

The details of the 2014-2016 rolling Business Plan are spelled out in the Business Plan Database.

#### Resource Allocation as per Table 1



### **3. GENERAL OVERVIEW ON ASSISTANCE TO COUNTRIES IN NON-COMPLIANCE**

Currently all countries presented in the business plan are in compliance with regard to their obligations towards the Montreal Protocol. Countries that were noted to be in non-compliance during prior meetings of the parties are now in compliance. However, several parties have not reported A7 data. Following the recommendation of Implementation Committee under the Non-Compliance Procedure for the Montreal Protocol, UNIDO will work closely with the countries and assist to report the required data to the Ozone Secretariat.

Additionally several parties are in the process of reviewing the previously reported consumptions. UNIDO will also continue to provide support to the countries for the collection and verification of required information for the revision of their baseline data on hydrochlorofluorocarbon consumption data

### **4. PROGRAMME EXPANSION**

In the years 2014 to 2016 UNIDO aims to enhance its assistance to Article 5 countries by strengthening its project portfolio through the implementation of HCFC phase-out management plans and HCFC phase-out investment and demonstration projects.

The main objective of this Business Plan is to assist Article 5 countries in meeting their obligations under the Montreal Protocol, in particular the 2013 Freeze target and the 10% reduction target in 2015 for HCFCs as well as the complete phase-out of methyl bromide by 2015.

The analysis of the activities of UNIDO's Business Plan reveals that the major share of UNIDO's MP project portfolio consists of HPMPs including HCFC investment activities in different sub-sectors;

In 2014, UNIDO will continue to cover all regions (Latin America and the Caribbean, Africa, Asia and Pacific, Europe) with planned activities in various sectors and countries (including non-investment activities and project preparation).

The following section summarizes the activities contained in UNIDO's 2014 Business Plan sorted by region.

## **Africa**

In Africa, funding requests for seven (7) countries, with a total value of USD 4,271,800 will be submitted in 2014. The main concentration will be in HPMPs, HCFC investment projects, as well as Preparatory Assistance Projects for HPMP Stage II. Furthermore, two projects for the phase-out of methyl bromide in the date sector and three institutional strengthening proposals will be submitted. UNIDO is cooperating with UNEP on several HPMPs in African countries.

## **Asia**

In Asia requests for funding for six (6) countries with a value of USD 25,632,100 will be submitted in 2014. This represents about 63.2 % of the total Business Plan for 2014. The main concentration will be in HPMPs, HCFC investment projects, as well as Preparatory Assistance Projects for HPMP Stage II. UNIDO will also submit two methyl bromide projects.

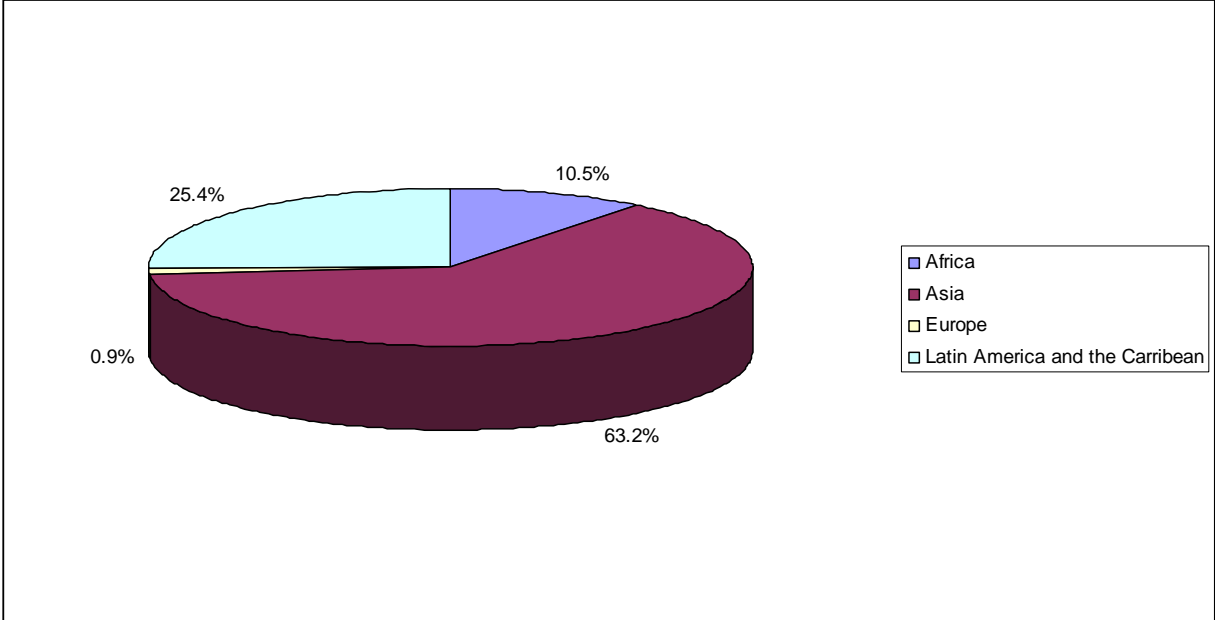
## **Europe**

In Europe, requests for three (3) countries with a value of USD 370,600 will be submitted in 2014, two targeting the phase-out of HCFCs and one institutional strengthening.

## **Latin America and the Caribbean**

In Latin America and the Caribbean Region, requests for four (4) countries, with a value of USD 10,293,400 will be submitted in 2014. The main concentration will be in HPMPs, HCFC investment projects, as well as Preparatory Assistance Projects for HPMP Stage II. Furthermore, UNIDO will submit one Institutional Strengthening project.

**UNIDO's 2014 Business Plan by Region**



## PERFORMANCE INDICATORS

The 47<sup>th</sup> ExCom Meeting has reviewed the weighting of the existing performance indicators. The new weightings, based on decision 47/51, are indicated in the below table.

<b>Performance Indicator</b>	<b>Item</b>	<b>Weighting</b>	<b>Target 2014</b>
Approval	Number of annual programmes of multi-year agreements approved	15	17
Approval	Number of individual projects/activities (investment projects, methyl bromide, halon banks, TAS) approved	10	7
Implementation	Milestone activities completed/ODS levels achieved for approved multi-year annual tranches versus those planned	20	14
Implementation	ODP phased out for individual projects	15	190.7
Implementation	Project completion (pursuant to Decision 28/2 for investment projects) and as defined for non-investment projects	10	11
Implementation	Policy/regulatory assistance completed	10	N/A
Administrative	Speed of financial completion	10	12 months after operational completion
Administrative	Timely submission of project completion reports	5	On time
Administrative	Timely submission of progress reports and responses unless otherwise agreed	5	On time

Based on Decision 49/4, the performance indicator on milestone activities for MYAs was changed as listed now in the above table.

## **POLICY ISSUE ON QPS APPLICATIONS**

UNIDO's draft 2012-2014 Business Plan included requests for project preparation for the development of Demonstration projects on Alternatives to Methyl Bromide (MB) for Quarantine and Pre-Shipment (QPS) applications for goods in the international trade. The requests were removed from UNIDO's final Business Plan, as per MLF Secretariat's recommendation during the IAs coordination meeting in 2012.

MBTOC assessed that the amount of MB used for QPS applications in 2010, for the first time, was higher than for controlled uses. MBTOC emphasized that the increased use of MB for QPS is offsetting the gains made by reductions in controlled uses. Furthermore, the MBTOC 2010 report indicates that 31-47% of the present global consumption for QPS uses (in 2007) could be replaced with available alternatives today for the major QPS uses including: sawn timber, wood packaging material (WPM), grains and similar food stuffs, logs and fresh fruits and vegetables.

In this connection, some countries have started introducing measures for controlling QPS applications and promoting MB replacement. The USA, for example, has introduced control in QPS uses (import, export and domestic); promote, when possible alternatives that could replace MB use; and develop new treatments. The EU banned all uses of MB including QPS in 2010, including measures taken to stop MB usage by authorizing and promoting available alternatives.

On top of the above global consideration, UNIDO is reporting constraints and difficulties in almost all countries (in particular in those where MB consumption for post-harvest applications was high) to reach the complete phase-out of MB for controlled uses while MB for QPS is still authorized and granted. The closer is the date for the 100% phase-out for MB (i.e. 1st January 2015), the stronger these difficulties are.

In order to assist countries in reducing volumes of MB used as a phytosanitary measure for goods in international trade and thus ensuring the trade of commodities, in January 2013, UNIDO funded from its regular budget a one year preparatory assistance project. The aim of the project is to develop a programme on existing alternatives to MB for QPS applications.

In the first part of 2013, analysis on MB consumption for QPS uses and trade flow of major commodities treated with MB were conducted by UNIDO. The methodology used and the identification of potential cases for developing pilot demonstration projects were discussed and validated at an International Expert Group Meeting organized by UNIDO in May 2013, in Vienna.

The development of pilot demonstration projects aims to evaluate the technical and economical feasibility of existing alternatives to MB in QPS uses for commodities in trade in different regions and countries worldwide. In undertaking this programme, UNIDO aims to encourage the widespread of available alternatives, which indeed will provide an effective tool to governments



on updating their national/regional legislations on QPS (to be considered on a voluntary basis) in order to reduce the MB consumption without jeopardizing the international trade.

## **INITIATIVES TO ENSURE COMPLIANCE**

Successful and timely implementation of ongoing activities is essential for the current compliance period.

Special attention is provided to countries that may previously have been in non-compliance and that have decisions outlining plans of actions with time-specific benchmarks for return to compliance.

UNIDO has continued to provide supportive initiatives in order to ensure timely project completion of projects approved so far, and to facilitate compliance of the recipient countries with their MP obligations, which supported successful project implementation:

- Regular follow up of the implementation process is being done by the staff of the ozone office together with UNIDO's national and international consultants and project managers. This ensures that effective actions on critical issues such as resolving bottlenecks in site preparation, customs clearance, installation, commissioning and safety certification, monitoring of CFC-related equipment are taken.
- UNIDO is frequently attending Regional Network Meetings and respective workshops providing additional support to our counterpart countries.
- Communication and interaction between regional and country offices about the implementation process has ensured the smooth flow of project plans. As in previous years, directors of UNIDO regional and country offices are regularly briefed at UNIDO HQs on ongoing and possible future activities. They are involved in the implementation process and are following up the progress of the programmes. In turn, the representatives brief headquarter staff working in a specific country on the regular activities in the field and problems faced, if any.
- UNIDO also provides, when requested, support such as policy assistance, putting in place relevant legislation etc. Additionally, UNIDO project managers are visiting the project site, if definitely required.
- Based on recommendation of the Implementation Committee, additional assistance will be offered to the countries with delays in reporting of its ozone-depleting substance data